

Penser le rôle des institutions en économiste : quelques pistes

→ Tous ces travaux insistent sur les différents dispositifs de coordination que sont les contrats, les institutions et les organisations.

→ C'est aussi l'occasion de rappeler qu'existent différentes approches de l'institution en économie et en sociologie. Ici je vous propose un tableau comparatif construit par une sociologue qui a travaillé sur les sociologies du processus d'intégration européen.

	Institution- nalisme du choix rationnel	Institution- nalisme historique	Institution- nalisme sociologique	Institution- nalisme discursif
Type d'institution analysée	Institutions formelles	Institutions formelles et informelles	Institutions informelles, identité, expériences partagées, cadres cognitifs	Institutions informelles, discours et idées
Objet d'analyse	Comportement rationnel et intérêts des acteurs	Règles et régularités historiques	Normes culturelles et cadres cognitifs	Idées et discours
Logique d'explication	Calcul rationnel	Dépendance au sentier (<i>path dependency</i>)	Logique de convenances sociales	Communi- cation
Vision scientifique du monde	Déterminisme économique, individualisme méthodologique	Détermi- nisme historique, contraintes de l'action collective	Détermi- nisme culturel ou relativisme, holisme	Déterminisme idéel ou relativisme, holisme
Variables explicatives du changement	Processus de négociation	Processus contingents avec dépendance au sentier (<i>path dependency</i>)	Processus cognitifs interprétant le réel	Interaction discursive et idéelle entre acteurs

→ **Douglass NORTH définit les institutions comme l'ensemble des règles du jeu, formelles ou informelles, qui encadrent les comportements des agents économiques** ou des "contraintes humainement conçues qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales" Ces règles permettent de pallier les défaillances de marché, en particulier celles liées à l'incertitude et aux asymétries d'information (et donc les comportements opportunistes). C'est de cette façon que les institutions participent aux performances économiques des pays.

On peut préciser un peu.

Douglass North est né en 1920. Mort en 2015

Une reference = *Understanding the Process of Economic Change*, Princeton, Princeton University Press, 2005

Il a participé au Consensus de Copenhague un projet lancé en 2004 qui cherche à établir les priorités pour faire avancer le bien-être de l'humanité en se basant sur la théorie de l'économie du bien-être et des analyses coûts/bénéfices appliquées à des enjeux globaux.

Avec Ronald Coase et Oliver Williamson, il a fondé la société internationale pour la **nouvelle économie institutionnelle**, en 1997. Ses dernières recherches concernent les droits de propriété, les coûts de transaction, l'histoire de l'organisation économique et l'économie du développement.

Son travail a évolué à partir d'une position néoclassique assez radicale, mettant l'accent sur les méthodes quantitatives de mesure en histoire (« cliométrie ») et sur la problématique de l'efficacité fondée sur la rationalité maximisatrice des individus, vers la découverte de l'importance des institutions et une prise de distance critique vis-à-vis de la tradition néoclassique, jusqu'au développement d'une théorie institutionnelle originale à partir des années 1990. C'est cette partie de son travail qu'on va mobiliser ici.

En 1993, Douglass C. North obtient avec Robert Fogel le prix Nobel d'économie « pour avoir renouvelé la recherche en histoire économique en appliquant la théorie économique et les méthodes quantitatives à l'explication du changement économique et institutionnel ». Ils sont les fondateurs de la nouvelle histoire économique (New Economic History), appelée cliométrie, qui utilise les méthodes économétriques pour analyser les faits historiques. Elle vise à réconcilier l'histoire et la science économique. Ces deux disciplines, longtemps proches l'une de l'autre ont emprunté des trajectoires opposées, à la fin du XIXe siècle, quand l'économie a privilégié la démarche déductive, tandis que les historiens s'attachaient aux faits sans souci théorique. La cliométrie est une approche contrefactuelle qui élabore des scénarios où sont modifiés des faits historiques afin de comparer les performances économiques réelles avec celles que l'on aurait obtenues sans la présence d'un facteur particulier. Cette nouvelle histoire économique remet en cause l'analyse néoclassique des facteurs de la croissance qui accorde à l'accumulation du capital et

au progrès technique un rôle essentiel : « Pour North, ces facteurs ne sont pas les causes de la croissance économique, ils n'en sont que les manifestations ».

→ **North adopte une définition large des institutions: (tous les passages entre guillemets sont des citations de livres de North.**

« Les institutions sont les **contraintes** établies par les hommes qui structurent les interactions humaines. Elles se composent des contraintes **formelles** (comme les règles, les lois, les constitutions), de contraintes **informelles** (comme les normes de comportement, des conventions, des codes de conduite imposés) et des caractéristiques de leur application »

North a recours à la métaphore des « **règles du jeu** » pour caractériser les institutions, mais dans une perspective différente de la théorie des jeux.

→ **Ces institutions permettent de réduire l'incertitude**

«À travers l'histoire, les institutions ont été conçues par les êtres humains pour créer un ordre et réduire l'incertitude dans les échanges. Avec les contraintes habituelles de l'économie, elles définissent l'ensemble des choix possibles et, ainsi, elles déterminent les coûts de transaction et de production, donc la profitabilité et la faisabilité de l'entrée dans l'activité économique ».

Pour lui, les institutions sont donc le résultat d'un effort intentionnel des hommes pour maîtriser leur environnement, pour le rendre « **davantage prévisible** » avec ce paradoxe : en tant qu'artefacts permettant de maîtriser (plus ou moins) l'environnement naturel, les institutions constituent un environnement qui, lui-même, échappe pour partie aux hommes. La clef de cette démarche est l'importance accordée à l'incertitude, associée à une théorie spécifique du comportement. C'est très proche de l'analyse stratégique proposée par Michel Crozier (= les organisations sont des solutions au problème de l'action collective, mais ces solutions contingentes viennent ensuite contraindre les choix individuels et collectifs, en particulier dans *L'acteur et le système*, 1977 qu'il a coécrit avec Erhard Friedberg)

North reprend la terminologie de **Franck Knight**, dans laquelle le risque est la « condition dans laquelle il est possible de calculer une distribution probable des résultats de manière à pouvoir s'assurer contre la survenue de cette condition » et l'incertitude, la « condition dans laquelle une telle distribution des probabilités n'existe pas » (ici c'est bien sûr des citations de Knight)

Pour North, « **l'incertitude n'est pas une condition exceptionnelle : c'est la condition sous-jacente qui est responsable de la structure de l'organisation humaine tout au long de l'histoire et de la préhistoire** »

North mobilise une théorie de la connaissance et du comportement en univers incertain dans des termes qui sont proches des travaux de Hayek. Cette tradition se caractérise par une interrogation sur les structures mentales de l'homme très éloignée de l'hypothèse de rationalité propre à l'économie standard.

→ **Dans les situations de forte incertitude**, l'individu confronté à des choix effectue un apprentissage à l'aide d'un modèle mental, puis la communication entre individus engendre des modèles mentaux partagés, conduisant à la « création d'idéologies et

d'institutions dans un processus de coévolution ». les institutions sont en fait d'abord des **habitudes de pensée** communes comme chez un autre grand penseur des institutions = **Veblen**.

Il insiste sur le rôle des structures de croyance. « **l'histoire démontre que les idées, les idéologies, les mythes, les dogmes et les préjugés comptent** »

→ **C'est une façon de prendre ses distances avec la conception néoclassique de la rationalité**

« Une grande part de ce qui passe pour du choix rationnel ne relève pas tant de la cogitation individuelle que de **l'encastrement (*embeddedness*) du processus de pensée dans le contexte social et institutionnel plus large** » [2005].

→ **Il rompt ainsi progressivement avec l'approche néoclassique des institutions**, dans laquelle ces dernières représentent des solutions efficaces à des problèmes économiques.

Par une évolution progressive, il abandonne en définitive cette conception néoclassique des institutions et semble même la renverser en affirmant désormais que celles-ci sont en réalité fondées sur le pouvoir. « **Les institutions ne sont pas nécessairement ni même habituellement créées en vue d'être socialement efficaces** ; elles sont plutôt créées — tout au moins les règles formelles — afin de **servir les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir de négociation pour créer de nouvelles règles** »

→ Le résultat c'est que **les marchés économiques sont rarement efficaces et par ailleurs la régulation par les acteurs publics pas beaucoup plus**. North écrit par exemple = dans *Structure and Change in Economic History*, « les institutions sont des ensembles de règles, de procédures d'observance et de normes comportementales morales et éthiques conçues afin de contraindre le comportement des individus dans le but de maximiser la richesse ou l'utilité des dirigeants (principaux) » [1981].

On voit ici que North tout en étant assez proche de la conception de Herbert Simon pour la rationalité, n'abandonne pas totalement l'hypothèse selon laquelle les agents cherchent à maximiser leur utilité individuelle. Ici ce sont les décideurs qui cherchent à maximiser leur propre utilité (c'est donc différent du principe du satisficing proposé par Simon comme une hypothèse plus réaliste à propos de la façon dont faisons des choix).

→ **Douglass North cherche à expliquer pourquoi certaines institutions sont plus efficaces en termes de croissance que d'autres, c'est bien une approche comparative.**

: « [...] l'histoire est largement une histoire de l'évolution institutionnelle dans laquelle les performances historiques des économies ne peuvent être comprises que comme parties d'une histoire séquentielle. Au fur et à mesure que cette structure évolue, elle détermine l'orientation du changement économique : vers la croissance, la stagnation ou le déclin. » Non seulement certaines institutions semblent plus performantes que d'autres, mais encore les choix institutionnels initiaux

conditionnent souvent les choix futurs selon une dépendance de sentier (pathdependency).

Le concept de path-dépendence est emprunté à Brian Arthur, celui de lock-in (le verrouillage, le blocage) à Paul David. Ils étaient élaborés pour penser le changement technologique, ces concepts sont pour North utiles pour théoriser le changement institutionnel, il est plus complexe à comprendre que le changement technologique à cause du rôle très important qu'y jouent les organisations politiques.

Des sentiers d'inefficacité relative peuvent perdurer sur des périodes historiques assez longues, c'est même le cas le plus fréquent dans l'histoire selon North, et les voies de croissance durable et cumulative, si elles sont possibles en tant que « verrouillage » vertueux, sont plutôt exceptionnelles.

« On obtient des institutions efficaces par un système politique (*polity*) qui incorpore des incitations à créer et à faire respecter des droits de propriété efficaces ». Mais il s'agit ici davantage d'efficacité allocative que d'efficacité adaptative...

North a étudié en particulier les trajectoires divergentes de la France et de l'Espagne d'un côté, et de l'Angleterre et des Pays-Bas de l'autre, entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, en termes de développement économique. Le besoin permanent de revenus pour l'État dans les deux premiers pays a conduit ce dernier à conférer des monopoles à des guildes ou des compagnies et à empiéter sur les droits de propriété privés, conduisant à la stagnation économique en France et au déclin en Espagne. **Au contraire, en Angleterre et aux Pays-Bas, les intérêts de la classe marchande ont engendré un ensemble d'institutions qui ont créé des incitations favorables à des échanges efficaces, grâce à la protection des droits de propriété.** Davantage, les attitudes différentes de l'État quant aux droits de propriété privés ont été transmises aux colonies : si les possessions espagnoles ou portugaises en Amérique latine se sont trouvées bloquées dans une trajectoire médiocre de développement, les colonies anglaises en Amérique du Nord ont connu une croissance durable.

Ces évolutions contrastées se sont reproduites d'innombrables fois dans l'histoire et dans le monde contemporain, jusqu'à l'expérience désastreuse de l'Union soviétique. « La croissance a été engendrée lorsque l'économie a fourni des incitations institutionnelles en faveur d'activités accroissant la productivité, comme ce fut le cas avec les Hollandais. Le déclin a résulté des désincitations à s'engager dans les activités productives, comme conséquence du contrôle politique centralisé et des privilèges monopolistes. Les échecs dépassent de loin les succès. **La croissance économique a été l'exception** ; la stagnation et le déclin ont été la règle, reflétant une tendance persistante à l'échec dans l'organisation humaine ».

→ C'est ce qui l'amène à penser la différence entre institutions et organisations

« Si les institutions sont les règles du jeu, les organisations et leurs entrepreneurs sont les joueurs. » = Les règles définissent la manière dont on joue le jeu, tandis que les équipes cherchent à gagner dans le cadre de ces règles en utilisant la stratégie, la coordination, des compétences et des moyens honnêtes ou

pas. Les organisations sont faites de groupes d'individus liés par un projet commun en vue d'atteindre des objectifs

A retenir = le cadre institutionnel conditionne le genre d'organisations qui seront créées, de même que leur évolution, mais, à leur tour, les organisations vont être à la source du changement institutionnel.

« **Les organisations qui se constituent vont refléter les opportunités créées par la matrice institutionnelle.** Si le cadre institutionnel récompense la piraterie, des organisations pirates seront créées ; s'il récompense les activités productives, des organisations — des firmes — seront créées afin de s'engager dans des activités productives »

Le cadre institutionnel est « un mélange d'institutions qui promeuvent les activités qui accroissent la productivité et d'institutions qui créent des barrières à l'entrée, encouragent les restrictions monopolistes et empêchent la transmission à faible coût de l'information »

Les institutions en place déterminent donc des incitations ou des occasions dont vont profiter des organisations préexistantes, ou bien des entrepreneurs qui vont créer de nouvelles organisations ; à leur tour, les organisations vont évoluer dans le cadre établi, mais aussi chercher à modifier ce cadre.

Sur ce thème de l'efficacité, **North distingue l'efficacité allocative considérée dans la tradition néoclassique avec les conditions de l'optimum de Pareto, et l'efficacité adaptative.**

Il emprunte cette notion à l'économie évolutionniste (Nelson & Winter,) et l'applique aux règles qui conditionnent l'évolution d'une économie dans le temps, autrement dit il la transpose à un niveau macrohistorique : « La clé de la croissance à long terme réside dans l'efficacité adaptative plutôt qu'allocative. Les systèmes politiques/économiques qui ont rencontré le succès, ont développé des structures institutionnelles flexibles qui peuvent survivre aux chocs et aux changements qui font partie d'une évolution réussie. Mais ces systèmes ont été le produit d'une longue gestation. Nous ne savons pas comment créer l'efficacité adaptative à court terme »

Finalement on peut résumer la façon dont se produisent les changements avec ce schéma =



Conclusion pour penser les dynamiques de croissance à long terme, il faut prendre ses distances avec la théorie néoclassique =

→ « (La théorie néoclassique) présente trois déficiences fondamentales qu'il est nécessaire de surmonter pour comprendre le processus du changement économique. **Elle est sans friction, elle est statique et elle ne tient pas compte de l'intentionnalité humaine.** » (North, 2005)

→ Il faut pouvoir faire des sciences sociales = l'économie a besoin de l'histoire, de la science politique, de la sociologie =

« L'environnement humain est une construction humaine comprenant des règles, normes, conventions et façons de faire qui définissent le cadre des relations entre humains. Les sciences sociales découpent cet environnement en disciplines distinctes – économie, science politique, sociologie – mais les constructions dont l'esprit humain a besoin pour raisonner sur son environnement ne coïncident pas avec ces catégories artificielles. Si nous voulons comprendre le processus du changement, nos cadres analytiques doivent intégrer des observations issues de ces disciplines artificiellement séparées. » (North, 2005)

→ En partant des hypothèses de rationalité et d'information parfaites (incertitude nulle), on construit des modèles universels qui échouent à penser les dynamiques qui se sont construites en univers incertain. Si il n'y a pas d'incertitude, c'est comme si le temps était un temps parfaitement linéaire et des évolutions qui ont eu lieu dans une direction pouvaient ensuite être effacées. **« La théorie néoclassique est statique.** De ce fait, elle tend à imposer des œillères aux décideurs qui y puisent leur inspiration. Cela les conduit trop souvent à formuler des prescriptions qui produisent des résultats fort éloignés des intentions. En effet, dans un contexte dynamique, **une politique dérivée d'une théorie statique produira des effets imprévus (et déplorables).** Il devrait être clair à présent que la présente étude ne propose aucune théorie dynamique du changement – et tout aussi clair, je l'espère, que l'apparition d'une théorie utile de ce type est improbable. » (North, 2005)

A la suite des travaux de North, les études économétriques ont cherché à mesurer le lien entre ces dispositifs institutionnels et les performances des différents pays. Ils

montrent par des régressions l'importance pour les pays en développement de construire des institutions favorables à l'efficacité des marchés, comme les droits de propriété intellectuelle, la lutte contre la corruption et pour l'Etat de droit en général.

Cette analyse institutionnelle est relancée avec la publication en 2001 de l'étude de ACEMOGLU, JOHNSON et ROBINSON, qui conclut elle aussi à une influence majeure des dispositifs institutionnels sur le niveau de développement économique des pays.

Le travail de ACEMOGLU, JOHNSON et ROBINSON de 2001 cherche à mesurer empiriquement le lien entre la qualité des institutions et le niveau de PIB/habitant des différents pays, pour prendre compte des différences de développement. Il y a un problème méthodologique pour établir un lien de causalité parce que si cette causalité existe elle est réciproque, il est donc difficile d'isoler le rôle causal propre des institutions puisque leur qualité dépend en retour du niveau de développement atteint. On dit que les économètres sont confrontés à un problème d'endogénéité. Pour le résoudre, ils doivent introduire dans le modèle une troisième variable, qu'on appelle la variable instrumentale, qui soit corrélée avec la variable indépendante (explicative) mais non corrélée avec la variable dépendante (celle qu'on cherche à expliquer, ici le niveau de PIB/habitant).

Ici, ils choisissent comme variable instrumentale le taux de mortalité des premiers colons arrivés dans les pays colonisés entre le 17^{ème} et le 19^{ème} siècle : il serait corrélé avec la qualité institutionnelle mais pas avec le revenu par habitant. Leur choix repose sur les hypothèses suivantes :

- le taux de mortalité des premiers colons aurait déterminé le type de colonisation (peuplement ou extraction)
- le type de colonisation aurait façonné les institutions originelles : quand extraction institutions minimales et au contraire quand peuplement on protège les droits de propriété et on favorise en cela l'initiative privée, les investissements à long terme et donc le développement économique
- les institutions de départ continueraient à influencer par la suite les institutions en place et donc le revenu par habitant.

Une dernière référence, plus récente =

ACEMOGLU et ROBINSON. Prospérité, puissance et pauvreté. Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres. 2012. (2015 pour la traduction).

Titre original = *Why Nations fail. The origins of Power, Prosperity and Poverty.*

Thèse centrale = ce ne sont pas les différences de ressources, de climat, de culture mais bien les institutions qui permettent de rendre compte des différences de trajectoires des pays. Ils définissent les institutions comme les règles qui conditionnent les incitations économiques adressées aux individus, la structure des opportunités qui s'offrent à eux. Ils distinguent deux types d'institutions =

- Les institutions inclusives = en préservant les droits de propriété et le respect des contrats, elles minimisent les restrictions aux libertés individuelles et encouragent à innover, ce qui stimule l'épargne l'investissement et le progrès technique, donc la croissance à long terme.
- Les institutions extractives = elles freinent au contraire l'innovation car elles ne garantissent pas bien les droits de propriété, elles imposent de fortes barrières à l'entrée qui protègent les intérêts acquis d'une élite, elles freinent l'éclosion d'idées nouvelles en freinant l'accès de nouveaux entrants et elles gênent

donc le processus schumpétérien de destruction créatrice. Elles concentrent le pouvoir économique dans les mains d'une minorité, qui freine l'innovation qui viendrait menacer leurs rentes.

- C'est ce qui explique le maintien de ces institutions pourtant peu efficaces. Il faut donc intégrer une réflexion sur les structures politiques, les structures de distribution du pouvoir et en faire l'histoire. « si l'on veut comprendre pourquoi le monde d'aujourd'hui est si inégalitaire, il faut d'abord se plonger dans le passé pour étudier la dynamique sociale des sociétés » « pour qu'une société pauvre devienne riche, elle doit nécessairement passer par une évolution politique de cet ordre (= une révolution de 1688 en GB).

En développant leur thèse, les auteurs s'opposent clairement à d'autres explications des retards de développement =

→ les facteurs géographiques = exemple si l'Egypte est un pays pauvre c'est parce qu'il est en grande partie désertique, la pluviosité est trop faible pour que l'agriculture soit productive.

→ les facteurs culturels = certains traits culturels seraient incompatibles avec une rationalisation de l'activité économique

→ l'ignorance des dirigeants du pays = ils ne connaîtraient pas les bons modèles, les bonnes pratiques et donc ils n'ont pas adopté les bonnes politiques. Il suffirait qu'ils soient bien conseillés pour que le pays se développe.

→ bilan = pour de nombreux analystes, «la confiscation du pouvoir par une petite élite qui s'enrichit aux dépens de la société n'explique en rien les problèmes économiques du pays », c'est pourtant la thèse que défendent ACEMOGLU et ROBINSON.

D'où le plan du livre = je vous donne le titre des auteurs et quelques éléments d'explicitation.

1. L'exemple de Nogales (Arizona) et Nogales (Sonora, au Mexique) = une même situation géographique, une même culture mais des institutions très différentes et des niveaux de vie et des conditions de vie très différents = revenu par habitant, taux de pauvreté, espérance de vie, mortalité infantile, morbidité, criminalité et insécurité, état des routes et des infrastructures, ...
2. Théories inopérantes = les pays pauvres ne sont pas pauvres pour des raisons culturelles ou géographiques, ni parce que leurs concitoyens ignorent comment enrichir leurs concitoyens
3. Comment naissent pauvreté et prospérité = elles sont déterminées par les motivations produites par les institutions et c'est la politique qui détermine les institutions d'un pays.
4. Petites différences et moments critiques = le poids de l'histoire = comment les institutions évoluent à la faveur de luttes politiques et comment le passé structure le présent. C'est la thèse de la dépendance au chemin, qui explique aussi pourquoi ce n'est pas nécessairement toujours les institutions les plus émergentes qui s'imposent et pourquoi on n'observe pas forcément de convergence des modèles institutionnels d'un pays à l'autre.
5. « j'ai vu l'avenir et il marche ! » : institutions extractives et croissance = ce que Staline, le roi Shyaam, la révolution néolithique et les villes-Etats Mayas ont en commun et pourquoi la croissance chinoise actuelle ne durera pas. Ce sont des exemples de dégâts provoqués par des institutions extractives.
6. Dérives = comment les institutions évoluent avec le temps et se mettent souvent à dériver. Pourquoi il n'y a pas forcément de forces de rappel qui

ramèneraient les institutions vers des formes plus favorables au développement. Ceux qui profitent des institutions extractives ont tendance à se mobiliser efficacement pour qu'elles se maintiennent.

7. Le grand tournant = comment une révolution politique en 1688 a transformé les institutions en Angleterre et a entraîné la révolution industrielle. Comment au contraire des institutions plus démocratiques peuvent favoriser des institutions plus inclusives et que ce n'est pas sans lien avec la précocité de l'industrialisation en GB.
8. Pas de ça chez nous : les obstacles au développement = pourquoi dans de nombreux pays, les détenteurs du pouvoir politique se sont opposés à la révolution industrielle. On développe le même argument que dans le chapitre 6.
9. Le développement inversé = comment le colonialisme européen a appauvri de vastes régions du monde. Un exemple des dégâts des institutions extractives.
10. La diffusion de la prospérité = comment certaines régions du monde sont parvenues à la prospérité par une autre voie que celle suivie par la Grande Bretagne
11. Le cercle vertueux = comment les institutions qui encouragent la prospérité créent une rétroaction positive qui empêche les élites de les renverser.
12. Le cercle vicieux = comment les institutions qui favorisent la pauvreté créent une rétroaction négative et se maintiennent en place.
13. Pourquoi certains pays vont si mal aujourd'hui = les institutions encore et toujours. Des exemples de pays pris dans des trappes de faibles croissance et de développement empêché.
14. Briser le moule = comment une poignée de pays sont arrivés à infléchir leur trajectoire économique en changeant leurs institutions
15. Comprendre la pauvreté et la prospérité = le monde aurait pu avoir un autre visage = l'admettre c'est déjà comprendre l'échec de la plupart des politiques anti-pauvreté.

En connaissant mieux le rôle des institutions, on peut éviter une forme de fatalisme qui considère que certains pays sont condamnés à ne jamais sortir de la pauvreté, soit pour des raisons culturelles soit pour des raisons de climat.

annexe = une note sur le site de Martin ANOTA (d'un champ à l'autre) qui

mentionne ces travaux de North mais aussi d'Acemoglu et Robinson.

Les institutions comme source d'avantage comparatif

A long terme, l'évolution de la production par tête et la progression du revenu par habitant dépendent directement de la main-d'œuvre employée, du montant accumulé de capital physique et humain et de la technologie disponible. Pourtant, la présence de travailleurs qualifiés ou l'abondance en ressources naturelles ne suffisent pas pour générer de la croissance. Les institutions pourraient être une cause plus fondamentale de la croissance économique en influençant l'accumulation des facteurs et le progrès technique. Selon Douglass North (1990), « les institutions sont les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, elles sont les contraintes humainement conçues qui façonnent l'interaction humaine, que celle-ci soit politique, sociale ou économique ». Les institutions déterminent comment les ressources économiques et le pouvoir politique sont répartis entre les différents individus

et groupes composant une société, ce qui a deux implications majeures [\[Acemoglu et alii, 2005\]](#). D'une part, c'est notamment à travers cette répartition que les institutions économiques exercent une fonction incitative sur les comportements économiques et façonnent la trajectoire même de la croissance économique : elles influencent l'investissement des agents dans l'accumulation du capital physique et humain et dans l'activité d'innovation, mais cette influence peut aussi bien être positive que négative. D'autre part, puisque les institutions déterminent justement la répartition des ressources économiques et du pouvoir politique, la définition du cadre institutionnel est l'objet de lutte entre les différents groupes, chacun d'entre eux cherchant à imposer les institutions qui lui sont les plus favorables. C'est l'issue même de cette lutte qui va alors déterminer si le cadre institutionnel va en définitive influencer positivement ou négativement le potentiel de croissance de l'économie.

Dans leurs multiples travaux, Daron Acemoglu et James Robinson font la distinction entre les institutions inclusives et les institutions extractives ; seules les premières sont favorables à la prospérité du pays, tandis que les secondes étouffent l'activité entrepreneuriale. Les institutions sont dites inclusives lorsqu'elles contraignent le pouvoir politique et que le système des droits de propriété profite à une majorité de la population, c'est-à-dire lorsque la majorité des agents peuvent alors s'approprier les fruits de leurs investissements et plus largement espérer obtenir une part des richesses produites dans l'économie. Lorsque l'accès à l'éducation est ouvert à tous et lorsque [le système de protection de la propriété intellectuelle](#) est suffisamment élaboré, les entrepreneurs profitent alors de la diffusion des connaissances et se lancent dans l'activité d'innovation, ce qui permet ainsi à l'économie de se rapprocher de la frontière technologique. En revanche, les institutions sont dites extractives lorsque le système des droits de propriété ne bénéficie qu'à une infime fraction de la population. Les sociétés où les institutions extractives prédominent seront susceptibles de connaître une stagnation économique. En effet, l'élite délaissera les activités innovantes pour se vouer à la seule quête de rentes (*rent-seeking*). Elle cherchera notamment à promouvoir les institutions qui perpétuent les inégalités de richesse et reproduisent le partage actuel du pouvoir. Tant qu'une minorité s'accapare la majorité des fruits de la croissance, le reste de la population ne sera pas non plus incitée à se lancer dans l'entrepreneuriat et l'innovation.

Les [différences institutionnelles](#) observées d'un pays à l'autre peuvent alors expliquer pourquoi certains pays expérimentent des taux élevés de croissance, tandis que d'autres connaissent une stagnation économique, voire tombent dans une [trappe à pauvreté](#). L'hétérogénéité institutionnelle expliquerait notamment pourquoi la Révolution industrielle s'est déroulée dans l'Angleterre du dix-neuvième siècle : celle-ci aurait profité de son avance institutionnelle sur les autres pays, notamment en renforçant les droits de propriété. Le système des brevets fut notamment introduit en 1624. Alors qu'elle ne disposait pas de compétences techniques plus élevées, l'Angleterre a su ainsi adapter ses institutions formelles aux besoins changeants de l'économie.

On peut ainsi relier l'avantage comparatif de l'Angleterre dans la production de biens manufacturés avancés à son cadre institutionnel. [Nathan Nunn et Daniel Treffer \(2013\)](#) ont observé comment le cadre institutionnel d'un pays peut façonner ses échanges extérieurs. Dans leur optique, les institutions domestiques peuvent constituer une source d'avantage comparatif dans le commerce international, et ce sans même forcément influencer directement les dotations factorielles ou non. Afin de montrer l'importance des institutions formelles, Nunn et Treffer considèrent la production d'un avion de ligne commercial. Sa production nécessite d'importants efforts d'innovation de la part de toutes les parties impliquées dans la transaction. Puisque ces efforts peuvent difficilement être observés dans un cadre légal et que l'innovation est par définition soumise à l'incertitude, les parties prenantes ne peuvent souscrire qu'à des contrats incomplets. A l'inverse, un produit standardisé tel que le jeans n'exige pas d'intrants spécifiques à sa production et les tâches de fabrication peuvent facilement faire l'objet de contrats. Par conséquent, un pays disposant de bonnes institutions contractuelles et d'un système élaboré de brevets va avoir des coûts relativement faibles dans la production d'avions et des coûts relativement élevés dans la production de jeans. Outre les institutions contractuelles et les droits de propriété, les institutions financières sont également une source d'avantage comparatif. Par exemple, les industries faisant face à des coûts fixes importants doivent avoir accès à des financements extérieurs, or ce financement sera moins coûteux si les investisseurs extérieurs sont protégés contre l'éventuel comportement opportuniste des *insiders*, notamment des PDG. Enfin, les institutions du marché du travail affectent elles aussi l'avantage comparatif. Celles-ci comprennent les institutions déterminant la capacité d'une entreprise et de ses salariés à se lier par des contrats qui garantissent que ces derniers fournissent un niveau élevé d'efforts ou bien encore les institutions affectant les coûts d'embauche et de licenciement.

La causalité peut aller dans le sens inverse : le commerce international peut rétroagir sur les institutions domestiques en affectant la répartition de la richesse et du pouvoir au sein de l'économie. En l'occurrence, il enrichit certains groupes d'individus qui sont alors susceptibles d'obtenir suffisamment de pouvoir politique pour aiguillonner le changement institutionnel. Nunn et Trefler rappellent l'exemple savamment analysé par la littérature néo-institutionnelle, en l'occurrence le commerce triangulaire en Atlantique du dix-septième au dix-neuvième siècle (*cf.* notamment Acemoglu *et alii*, 2005). Ce commerce a enrichi une élite dans les plantations aux Caraïbes qui utilisa alors ses richesses pour évincer les travailleurs du pouvoir politique, de l'éducation et de l'accès aux biens publics. Il enrichit également en Europe une classe de marchands qui utilisèrent leurs richesses pour développer le système de droits de propriété qui se révéla favorable à la croissance économique. Enfin, en Afrique, la pratique de l'esclavage s'est traduite par une détérioration des institutions locales et des droits de propriété. La diversité des réponses institutionnelles au commerce international s'expliquerait par les caractéristiques des « exportations », donc de l'avantage comparatif initial.

Daniel Trefler, dans une étude co-réalisée avec Daniel Puga, avait poursuivi l'analyse en observant les effets du commerce international sur l'économie vénitienne entre 800 et 1350 [Puga et Trefler, 2013]. Au neuvième siècle, Venise devint politiquement indépendante. Son indépendance et sa position géographique privilégiée lui permirent de profiter de l'essor des relations commerciales entre l'Europe occidentale et l'Orient. Le développement, tout d'abord exogène, du commerce à longue distance enrichit un groupe de marchands qui utilisa ses nouvelles ressources pour renforcer les contraintes sur l'exécutif et notamment pour établir un parlement en 1172 qui devint par la suite l'ultime source de légitimité politique. Des innovations émergèrent dans les institutions contractuelles, afin de résoudre les problèmes liés aux rédactions de contrat à l'étranger, et catalysèrent ainsi la mobilisation du capital à grande échelle, ce qui permit un développement, cette fois-ci endogène, du commerce à longue distance. Ce dernier a donc tout d'abord stimulé le changement institutionnel et l'activité économique, mais pour ensuite les décourager. En effet, à partir de la fin du treizième siècle, un groupe de très riches marchands s'évertua à enrayer la concurrence dans le champ politique, en rendant la participation héréditaire, mais aussi dans le champ économique, en érigeant des barrières aux activités les plus lucratives du commerce à longue distance. Cette tentative de capture des rentes a finalement sapé le dynamisme institutionnel de Venise et fragilisé la cité médiévale face aux concurrents.

Références

- ACEMOGLU, Daron, Simon JOHNSON & James ROBINSON (2005)**, « Institutions as the fundamental cause of long-run growth », in P. Aghion & Durlauf (dir.), *Handbook of Economic Growth*, Elsevier. [Quelques extraits traduits ici.](#)
- NORTH, Douglas C. (1990)**, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
- NUNN, Nathan, & Daniel TREFLER (2013)**, « Domestic institutions as a source of comparative advantage », *NBER working paper*, n° 18851, février.
- PUGA, Diego, & Daniel TREFLER (2012)**, « International trade and institutional change: Medieval Venice's response to globalization », *CEPR discussion paper*, n° 9076, août.